ÉCONOMIE & FISCALITÉ · FICHE MESURE

Désendettement citoyen volontaire

Désendettement citoyen volontaire : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
750 M€	**-4,5 Md€**	**+900 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +4,5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Loi organique (Ordre du Denier républicain) + Loi ordinaire (FSCD, Obligations Marianne, ACC) + LF + décrets

Résumé

Créer un pendant civique au désendettement de la France, complémentaire aux 6 recettes fiscales nouvelles et à l'étalement des investissements de la Stratégie d'équilibre budgétaire. Principe fondateur : le mérite républicain se dédie mais ne se transfère jamais — la reconnaissance est proportionnelle à l'EFFORT du contributeur, pas au montant absolu de sa fortune. Huit axes : (A) Obligations Marianne « Ma dette, mon pays » à taux préférentiel 1 % (vs ~3 % marché), extension directe de la mesure Souveraineté dette française — cible ~10 Md€ collectés sur 5 ans, économie ~200-400 M€/an de charge intérêts ; (B) Fonds Souverain Citoyen de Désendettement (FSCD) à contribution proportionnelle au revenu net, trois paliers Bronze (0,5 %) / Argent (1 %) / Or (2 % + engagement 3 ans) — équité stricte par le ratio, un SMIC qui verse 90 € atteint le même palier qu'un cadre qui verse 500 € ; (C) Drapeau tricolore ayant flotté physiquement sur un monument national (mairie / préfecture / monument national selon palier) + coffret bois + plaque laiton + certificat officiel signé du Président de la République — modèle Capitol Flag Program américain ; (D) Nouveau Ordre du Denier républicain (décoration nationale) pour palier Or, avec inscription au Journal Officiel, cérémonie de remise et statut d'auditeur libre au Sénat à vie ; (E) Trois modalités familiales — dédicace autorisée, Compte Contribution Citoyenne pour mineur activé à 18 ans par choix personnel, transfert complet interdit (le mérite ne s'achète pas) ; (F) Statut « Famille Contributrice de la République » — reconnaissance collective transgénérationnelle attribuée à un patronyme après 10 ans de revenus cumulés versés par plusieurs membres sur 3 générations ; (G) Label « Entreprise Citoyenne de la République » avec matching État (double la contribution jusqu'à 10 M€/an par entreprise) mais RETIRÉ automatiquement en cas d'évasion fiscale ou de corruption prouvée (5 ans minimum) ; (H) Mémorial numérique national + compteur dette temps réel + legs simplifiés post-mortem. Recettes ~1 Md€/an cumulés à régime, coût ~150-200 M€/an — impact budgétaire modeste mais adhésion nationale majeure.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~750 M€ (~150 M€/an à régime)

Décomposition :

- **Plateforme numérique MaDetteMonPays.gouv.fr + Mémorial numérique + hébergement cloud souverain** : ~30 M€ initial + ~10 M€/an maintenance = **80 M€ sur 5 ans**.
- **Coffrets bois + drapeaux + plaques laiton + certificats officiels** : ~150 €/contributeur × 300 000 contributeurs/an = ~45 M€/an = **~225 M€ sur 5 ans** (montée en charge progressive).
- **Cérémonies (Élysée, Assemblée, Sénat, Panthéon) + protocole** : ~10 M€/an = **50 M€ sur 5 ans**.
- **Ordre du Denier — Grande Chancellerie (fabrication décorations, cérémonies, gestion)** : ~5 M€/an = **25 M€ sur 5 ans**.
- **Autorité de la Contribution Citoyenne (ACC)** — 50 ETP + fonctionnement : ~15 M€/an = **75 M€ sur 5 ans**.
- **Contrôle Cour des comptes (100 ETP dédiés)** : ~20 M€/an = **100 M€ sur 5 ans**.
- **AFT (Agence France Trésor) — gestion Obligations Marianne** : ~10 M€/an = **50 M€ sur 5 ans**.
- **Communication et information citoyenne** : ~15 M€/an = **75 M€ sur 5 ans**.
- **Matching État sur mécénat entreprise** : ~150-250 M€/an en régime = **~500 M€ sur 5 ans** (montée en charge).
- **Provision imprévus** : ~50 M€ sur 5 ans.

Total brut : ~1,2 Md€ sur 5 ans en incluant le matching. **Brut « fonctionnement pur » (hors matching) : ~750 M€**.

Recettes et économies sur 5 ans : ~5,2 Md€

- **Économie sur la charge d'intérêts (Obligations Marianne à 1 % vs 3 % marché)** :
  - Collecte cumulée sur 5 ans : ~10 Md€.
  - Économie : ~10 Md€ × 2 % × durée moyenne 3 ans (les OATs sont lissées) = ~600 M€ cumulés à horizon 5 ans, ~1,5 Md€ à horizon 10 ans.
- **Collecte FSCD** (dons purs, versés directement à la réduction de la dette) : ~500 M€ à 1 Md€/an moyenne = **~3,5 Md€ cumulés sur 5 ans**.
- **Mécénat entreprise** (contribution nette de la part du matching) : ~150-250 M€/an = **~1 Md€ cumulé sur 5 ans**.
- **Legs à la France** (montée en charge, effets à 5-10 ans) : ~50-100 M€/an = **~350 M€ cumulés sur 5 ans**.
- **Effet indirect sur le spread OAT** (amélioration de la notation possible à 2-3 ans) : non chiffré prudemment.

Coût net sur 5 ans : **-4,5 Md€** (gain net, la mesure rapporte plus qu'elle ne coûte).

Coût net avec montée en charge progressive :

- An 1 : ~200 M€ brut - 200 M€ recettes = **~0 net** (démarrage, communication, plateforme).

- An 2 : ~200 M€ brut - 800 M€ recettes = **-600 M€ net** (gain).
- An 3 : ~200 M€ brut - 1,2 Md€ recettes = **-1 Md€ net**.
- An 4 : ~200 M€ brut - 1,5 Md€ recettes = **-1,3 Md€ net**.
- An 5 : ~200 M€ brut - 1,8 Md€ recettes = **-1,6 Md€ net**.

Total net sur 5 ans : -4,5 Md€ (~-900 M€/an moyen, gain net pour l'État grâce aux recettes croissantes des Obligations Marianne). Cet apport est intégré au solde consolidé du programme (voir mesure Stratégie d'équilibre budgétaire).

Effets macroéconomiques indirects (non chiffrés dans le solde) :

- **Adhésion nationale** : impact sur le sentiment de contribution et de fierté nationale (Cevipof).
- **Amélioration possible de la notation** (Moody's, S&P, Fitch) : baisse du spread OAT de 5-10 pb à horizon 3 ans = ~1-2 Md€/an d'économies supplémentaires à horizon 5-10 ans.
- **Effet sur les marchés financiers domestiques** : les Obligations Marianne fidélisent l'épargne des ménages français.
- **Effet culturel et mémoriel** : le drapeau familial devient un objet transgénérationnel, plus fort que n'importe quelle communication politique.

Garde-fou budgétaire : la collecte annuelle est plafonnée symboliquement à **2 % du service annuel de la dette** (~85 Md€ × 2 % = ~1,7 Md€/an) pour rappeler que cette mesure est un **complément civique marginal**, pas un substitut aux 6 recettes fiscales nouvelles ni aux 51 mesures structurelles économisantes.

Anti-substitution : le gouvernement ne peut pas invoquer cette mesure pour justifier de ne pas faire les réformes structurelles nécessaires. L'article 1er de la Loi précise explicitement : « la contribution citoyenne au désendettement est un complément à l'effort budgétaire, non un substitut. »

Sources

- Agence France Trésor (AFT) — https://www.aft.gouv.fr — Gestion de la dette publique et des émissions OAT.
- Banque de France — Statistiques de la dette — https://www.banque-france.fr — Composition, détention, coût de la dette publique française.
- Cour des comptes — Rapports sur la dette — https://www.ccomptes.fr — Évaluations et propositions sur la gestion de la dette publique.
- États-Unis — Capitol Flag Program — https://www.aoc.gov/capitol-buildings/us-capitol-flag-program — Modèle de référence pour le drapeau tricolore ayant flotté sur monument national.
- Allemagne — Bundesrepublik Anleihe — https://www.deutsche-finanzagentur.de — Modèle d'obligations d'État grand public à taux préférentiel.
- Israël — State of Israel Bonds — https://www.israelbonds.com — Programme historique de collecte citoyenne pour l'État.
- Suisse — Erbschaft an den Bund — https://www.efd.admin.ch — Legs à la Confédération, cadre juridique et mémorial.
- Royaume-Uni — Gift Aid — https://www.gov.uk/donating-to-charity — Cadre de la contribution civique et culturelle.
- Grande Chancellerie de la Légion d'honneur — https://www.legiondhonneur.fr — Institution de référence pour la création et la gestion de l'Ordre du Denier républicain.
- Cevipof — Baromètre de la confiance politique et de la fierté nationale — https://www.sciencespo.fr/cevipof — Suivi longitudinal de l'adhésion civique.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/desendettement-citoyen-volontaire/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès, calendrier.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.